

MÉDIATION DANS LES CONFLITS RELIGIEUX

Les conflits à dimension religieuse sont souvent considérés comme particulièrement difficiles à résoudre en raison de la nature non négociable des identités et thèmes religieux. Les processus de médiation peuvent aussi faciliter les négociations dans ce genre de conflits. Il faut tenir compte de facteurs spécifiques: les solutions proposées doivent être orientées sur la pratique et compatibles avec les conceptions des valeurs des différents intervenants. En plus, les médiateurs doivent renoncer à juger les conceptions religieuses.



REUTERS/Damir Sagolj

Symboles religieux comme cible: une femme musulmane devant une mosquée détruite en Bosnie.

Les convictions religieuses jouent dans de nombreux conflits violents de notre époque un rôle significatif, comme en Afghanistan, en Tchétchénie, au Cachemire, en Irak, en Israël et en Palestine, au Nigeria, en Somalie ou au Sri Lanka. La religion est en outre considérée comme le mobile et la légitimation centraux des terroristes agissant au niveau international, national et local. La question de savoir comment traiter les acteurs d'inspiration religieuse dans les conflits violents pose un défi central à l'instauration de la sécurité et de la paix.

On peut considérer les religions comme des visions du monde représentées tant au niveau individuel que collectif. Les êtres humains se servent de la religion pour

donner une signification et un sens à leur vie et au monde. A la différence des visions du monde séculaires comme le communisme ou le nationalisme, les religions se réfèrent souvent au transcendant.

La relation entre religion et violence est ambivalente. L'influence des visions religieuses du monde – que ce soit le christianisme, l'islam, le judaïsme, le bouddhisme ou d'autres religions – a tout autant, à travers l'histoire, inspiré l'être humain à la non-violence et à la paix qu'elle l'a incité au recours à la force extrême. Mais les conflits ne sont jamais dus à un facteur unique. Des influences entre autres économiques, politiques (sécuritaires) et socio-culturelles jouent un rôle important en plus des convictions religieuses.

Deux rôles sautent particulièrement aux yeux si l'on analyse l'importance potentielle de la religion dans les conflits. Les convictions religieuses et l'appartenance religieuse représentent d'une part des caractéristiques favorisant la construction identitaire. Elles promeuvent le sentiment d'appartenance à un groupe et servent à délimiter ce dernier par rapport aux «autres». Les différences religieuses peuvent d'autre part représenter des points de litige concrets, par exemple si un conflit tourne autour de la possession d'un site religieux disputé.

Différentes approches ont été proposées pour résoudre les conflits religieux. Les stratégies de sécularisation visent à séparer la religion de la politique, ce qui est censé permettre de se pencher sur les facteurs économiques et politiques d'un conflit; la dimension religieuse est mise entre parenthèses. Le dialogue interreligieux a quant à lui pour but de faire comprendre différentes visions du monde mais néglige la plupart du temps la dimension politique. La faiblesse de ces approches est qu'elles tiennent insuffisamment compte des interactions entre la religion et la politique. Une manière de compenser cette lacune est de mener des négociations tenant compte de l'influence réciproque des facteurs religieux et politiques. Les processus de négociation entre les parties au conflit sont en général plus fructueux et entraînent des résultats acceptables pour toutes les parties plus tôt s'ils sont soutenus par des médiateurs impartiaux. La question de savoir de quels facteurs les médiateurs doivent particulièrement tenir

compte dans les conflits religieux exige un examen approfondi du rôle des religions dans les conflits ainsi qu'une analyse des principes et pratiques de la médiation spécifiquement orientée sur ces contextes.

Caractéristique identitaire et point de litige

Dans de nombreux conflits où la religion joue un rôle, ce rôle est double: elle est d'une part une caractéristique favorisant la construction identitaire et d'autre part un sujet de disputes. Clarifier quelle dimension est à l'avant-plan dans un cas spécifique est le premier pas vers la détermination des approches de médiation qui conviennent. En raison de l'importance centrale des convictions religieuses pour l'identité des individus et des groupes, les religions sont souvent utilisées de manière ciblée dans les conflits pour construire une identité. Les belligérants de la guerre de Bosnie (1992–95) ont par exemple articulé leurs revendications au nom de groupes ethnico-religieux. Les identités religieuses constituaient des éléments centraux des discours sur la guerre et le nationalisme. Les nombreuses mosquées détruites par les milices serbes en Bosnie-Herzégovine pendant la guerre renvoient à la contextualisation religieuse délibérée du conflit. Dans le conflit nord-irlandais non plus, les thèmes religieux n'étaient pas les facteurs moteurs premiers du conflit per se; mais les identités religieuses ont servi de base de mobilisation des partisans et de critère de sélection des cibles ennemies. Ces discours, qui dénigrent à dessein la croyance et la vision du monde de l'adversaire, ciblent directement l'identité de l'autre partie et entraînent souvent une haine et une méfiance viscérales.

Dans d'autres cas, les différences religieuses sont les véritables thèmes clés qui attisent le conflit (cf. graphique). Elles doivent dans ce cas être inscrites à l'ordre du jour des négociations. L'esprit de compromis des parties au conflit est souvent quasi inexistant en ce qui concerne les points de litige religieux parce que les questions religieuses ont tendance à être considérées comme intranchables et non négociables. Les disputes relatives au fondement religieux resp. séculaire des Etats et de leur régime juridique, au contrôle territorial de lieux saints ou à l'importance générale de la religion dans la société en sont des exemples. C'est ainsi que la revendication juive sur la «Judée et la Samarie», religieusement justifiée, est, dans le conflit israélo-palestinien, en contradiction avec une

Conflits intra-étatiques caractérisés par des points de litige religieux



Les Etats marqués en rouge ont vécu au moins, entre 1989 et 2003, un conflit intra-étatique (> 25 victimes en un an) où des différences religieuses ont représenté des points de litige concrets. Une médiation diplomatique externe par des tiers a eu lieu dans les pays marqués de

Source: Svensson, Isak (2007). *Fighting with Faith: Religion and Conflict Resolution in Civil Wars*. *Journal of Conflict Resolution*, n° 6, vol. 51.

obligation ancrée dans l'islam de ne pas céder une terre promise aux musulmans (*waqf*) et de la préserver pour les générations futures jusqu'au jour du jugement dernier. L'indivisibilité de la terre et des lieux saints est donc pour les deux parties l'un des plus grands obstacles dans le processus de paix long et jusqu'ici infructueux.

Sécularisme et dialogue interreligieux

Quelles sont les méthodes d'approche pour gérer ces conflits, quelle est leur efficacité et quelles sont leurs limites? Dans l'histoire européenne, l'approche séculaire a contribué avec succès à la détente de différences religieuses. La religion et la politique sont en principe séparées, les convictions religieuses étant attribuées à la sphère privée et exclues de la sphère politique. Une vision séculaire du monde a tendance à aboutir à des méthodes de résolution des conflits séparant le religieux du politique et mettant en point de mire les dimensions économique et politique du conflit. Mais il peut s'avérer épineux de projeter forfaitairement cette approche sur d'autres cultures. De nombreux musulmans et chrétiens évangéliques jugent les formes strictes de sécularisme incompatibles avec leurs convictions religieuses.

Le dialogue interreligieux est une autre approche de gestion des tensions religieuses. La communauté religieuse Sant'Egidio organise par exemple des rencontres entre personnalités dirigeantes de différentes religions du monde entier pour favoriser la compréhension réciproque. L'universalité et l'humanité sous-jacentes à toutes

les visions religieuses du monde sont considérées comme une base de discussion commune. Le risque des dialogues interreligieux est qu'ils ignorent souvent les aspects politiques d'un conflit. Les discussions entre les religions peuvent favoriser la compréhension réciproque mais ne peuvent guère empêcher ou résoudre à elles seules les conflits car les besoins concrets des parties au conflit sont occultés. Des différences purement théologiques ne sont cependant que rarement les facteurs qui déclenchent la violence politique.

Finalement, les deux méthodes négligent l'*interaction* entre les aspects religieux et politique. Alors que l'approche séculaire occulte le religieux, l'approche interreligieuse ou théologique ignore les aspects politiques. Le premier pas vers la résolution adéquate des conflits religieux est de réaliser qu'il y a une corrélation entre les deux aspects. Le fait qu'une demande soit formulée de façon religieuse ne signifie pas qu'elle est non politique. Une vision religieuse du monde n'est pas non plus insignifiante si l'on peut identifier un problème politique ou économique. Les négociations tenant compte de la corrélation entre religion et politique semblent prometteuses.

Principes de médiation dans les conflits religieux

Les processus de négociation et de médiation sont caractérisés par le fait que les parties au conflit doivent elles-mêmes se mettre d'accord sur des contenus et des solutions. Les négociations sont souvent rendues difficiles par une certaine complexité, un manque de confiance, des asy-

métries de pouvoir et des risques d'escalade. Elles ont en moyenne deux à cinq fois plus de succès si un médiateur impartial en assure le suivi. Les médiateurs soutiennent le processus mais n'ont aucune compétence décisionnelle intrinsèque. Leur tâche n'est pas non plus de juger les différentes visions du monde des parties au conflit, ce qui accroît leur acceptation. Dans les conflits religieux, les négociations et la médiation ne visent donc pas à négocier des visions du monde mais à encourager la coexistence pacifique et à trouver des solutions pratiques aux problèmes qui soient compatibles avec les convictions religieuses des parties au conflit.

Deux principes sont primordiaux pour les médiateurs. Premièrement, ils doivent adopter une approche dénuée de tout jugement vis-à-vis des différentes parties. Les médiateurs doivent essayer de comprendre tous les intervenants et de saisir l'importance de la religion du point de vue de ces derniers. Les acteurs d'un conflit vivent souvent leur religion comme source d'inspiration dans la lutte pour une cause prétendument juste. Les organisations islamistes ont par exemple été, au cours des dernières décennies, l'une des principales sources de résistance aux régimes autoritaires au Proche-Orient. L'islam a offert un riche vocabulaire politique pour exprimer le besoin de justice et d'un système politique non répressif. L'appartenance à la culture locale constitue un avantage central par rapport aux modèles politiques importés d'Occident. Les médiateurs doivent être conscients de ce potentiel et ne pas ignorer ni juger les acteurs politiques d'inspiration religieuse.

Cette méthode fondamentalement dénuée de tout jugement n'est possible que si l'on est disposé à parler à tous les acteurs dans un conflit. La Suisse ne tient par exemple – à la différence des Etats-Unis ou de l'Union européenne (UE) – pas de listes officielles d'organisations terroristes, ce qui constitue pour les efforts de médiation suisses un avantage comparatif en rendant possible le dialogue avec des acteurs religio-politiques comme le Hamas et le Hezbollah et en permettant d'essayer tout au moins de comprendre ces acteurs.

Le second principe est qu'il faut en fin de compte comprendre les religions comme des visions du monde flexibles même si elles restent cohérentes pendant longtemps. Les médiateurs doivent remettre en question l'idée courante selon laquelle

les conflits religieux sont particulièrement difficiles à gérer car les religions ne prescrivent pas de manières d'agir spécifiques mais laissent une marge d'interprétation. Le même précepte religieux peut, en fonction de l'acteur, être compris comme un appel à la violence ou comme une invitation à cohabiter pacifiquement. La notion de *jihad* a par exemple été interprétée tant comme lutte spirituelle intérieure que comme combat extérieur pour défendre la communauté. Dans le conflit israélo-palestinien, qui s'articule entre autres autour de lieux saints, les autorités spirituelles des deux côtés ont plaidé par des arguments religieux en faveur de la poursuite des négociations. Du côté juif, des doctrines religieuses ont été citées pour prouver que les vies humaines sont plus importantes que la terre. Du côté du Hamas, un Etat palestinien dans les frontières de 1967 en coexistence avec Israël est en principe possible du point de vue religieux si on le justifie par la notion islamique de *hudna*, un cessez-le-feu à long terme des deux côtés.

La dimension religieuse peut, dans les constellations de conflits, faire office tant de ligne de démarcation que de pont potentiel. C'est par le dialogue *au sein* d'une communauté religieuse que doit être clarifiée la manière dont on utilise la religion – pour creuser des fossés ou pour surmonter des différences. Des médiateurs qui ont un background religieux similaire peuvent parfois être utiles à cet égard s'ils se posent en partenaires de dialogue dénués de tout jugement et peuvent apporter leurs propres expériences. Les médiateurs externes peuvent quant à eux rarement soutenir le dialogue intraconfessionnel nécessaire. Ils doivent cependant être conscients de son existence car de nombreuses solutions négociées par les parties dépendent du rôle de la religion dans la communauté correspondante.

Approches pratiques de médiation

Il existe, sur la base des principes susmentionnés, différentes méthodes d'approche opérationnelles dans les conflits à dimension religieuse:

Traduction religio-politique: dans les cas où des demandes politiques sont exprimées dans un langage religieux, la médiation peut fournir la prestation de traduction nécessaire et aider à dégager les problèmes practico-politiques sous-jacents. Inversement, il peut être utile de formuler linguistiquement les solutions pratiques identifiées de sorte qu'elles soient

compatibles avec la vision religieuse du monde des parties. Le concept des «droits de l'homme» est par exemple, dans certains contextes religieux, mieux compris et accepté si on utilise la notion de «dignité de l'homme». Servir d'interprète entre les mondes politique et religieux exige une connaissance des visions religieuses du monde et une sensibilité aux différences sémantiques des parties impliquées. Une représentation des deux parties au conflit dans l'équipe de médiation peut équiper cette dernière de l'expertise nécessaire.

Informations complémentaires

- ▮ Secteur d'activités «Religions, politique, conflits» du DFAE [↗](#)
- ▮ Religioscope [↗](#)
- ▮ Politorbis n°52 (2/2011) [↗](#)

Approches au-delà de la raison: dans les contextes religieux, la médiation est souvent complexe parce que l'on aborde des valeurs et des émotions profondément enracinées. Des approches qui dépassent le niveau du rationnel et de l'analytique peuvent être utiles ici. Si les discussions ne portent aucun fruit, la participation commune à des activités artistiques ou créatives peut par exemple être judicieuse. Elle peut contribuer à créer une atmosphère plus constructive et à percevoir les représentants de la partie adverse de manière plus humaine et moins unidimensionnelle. Les mesures de confiance reposent sur la même logique: une activité anodine commune peut être utile pour restaurer le minimum de confiance nécessaire à des négociations. Dans le conflit nord-sud au Soudan, les deux côtés avaient une passion commune pour le football. Regarder ensemble des matches de football a contribué à réduire les tensions et à créer une atmosphère plus positive.

La diapraxis: une autre manière d'aborder la coexistence pacifique est l'utilisation de la méthode du «dialogue par la pratique». Des questions pratiques revêtant un intérêt pour les deux parties sont traitées par le biais d'activités communes, ce qui permet d'instaurer un climat de confiance et de compréhension entre les parties. Au Tadjikistan, le DFAE a réussi à réunir les élites séculaires et musulmanes dans un processus de dialogue et de collaboration. Un groupe de travail mixte a élaboré ensemble pour les écoles (coraniques) du pays un programme scolaire qui renfermait tant des éléments d'éducation religieuse que civique.

Leçons pour les efforts de médiation

Le rôle des religions dans les conflits présente de multiples facettes. Dans certains cas, elles servent principalement d'élément favorisant la construction identitaire. Dans ces contextes, il peut être utile d'axer lourdement la médiation sur les demandes politiques et économiques sous-jacentes. Dans d'autres cas, la religion joue en tant que telle un rôle central dans le conflit. Dans ces situations, il ne faut pas ignorer les différences idéologiques entre les acteurs, mais il ne faut pas non plus trop insister dessus. Il est en général conseillé d'éviter, dans les conflits religieux, des discussions directes sur les valeurs et les visions du monde. La recherche de solutions pratiques tenant compte des demandes de toutes les parties concernées et simultanément compatibles avec les différentes idéologies semble plus prometteuse.

De la même façon, des négociations peuvent aboutir à une cohabitation pacifique des parties au conflit. Les conditions minimales indispensables pour cela sont l'insatisfaction de toutes les parties avec le statu quo et leur volonté d'écouter l'adversaire. Les médiateurs peuvent soutenir ces processus. Il est primordial qu'ils se gardent d'émettre des jugements de valeur quant aux convictions religieuses et soient disposés à parler avec tous les acteurs pertinents. Les médiateurs jouent de temps en temps le rôle d'interprètes entre la sphère religieuse et la sphère politique dans les négociations. Ils peuvent en outre promouvoir la confiance entre les parties au conflit par des activités pratiques communes. L'objectif doit être de gérer les conflits politico-religieux de manière à pouvoir respecter les convictions religieuses les plus intimes des parties concernées. C'est seulement alors que des solutions de négociation légitimes, durables et non violentes pourront être trouvées.

I Editeur responsable: Daniel Trachsler
analysen@sipo.gess.ethz.ch

I Experts ayant contribué à cette analyse:
Simon J. A. Mason
mason@sipo.gess.ethz.ch
Sabina Stein
sabina.stein@sipo.gess.ethz.ch

I Commande d'analyses et abonnement:
www.ssn.ethz.ch

Parus précédemment



- N° 104: Fukushima et les limites de l'analyse des risques
- N° 103: La cartographie de crise: le phénomène et son utilité
- N° 102: L'Afrique du Sud: une puissance régionale limitée
- N° 101: Les Frères musulmans en Egypte: obstacles sur la voie du pouvoir
- N° 100: La Libye après Kadhafi: transition politique et options occidentales
- N° 99: Une Europe fragmentée dans un Congo instable
- N° 98: Al-Qaïda après les bouleversements arabes et la mort de Ben Laden
- N° 97: Le Pakistan après Ben Laden: un constat
- N° 96: Politique extérieure de l'UE: nouvelles structures, anciennes faiblesses
- N° 95: Caucase du Nord: instabilité croissante dans le sud de la Russie
- N° 94: Conflit au Proche-Orient: nouveau contexte, nouvelle dynamique
- N° 93: Le Brésil: puissance économique à se profiler en politique étrangère
- N° 92: La lutte pour les avions de combat: gagnants et perdants
- N° 91: Opération militaire en Libye: l'OTAN prise dans un dilemme
- N° 90: Sécurité humaine: genèse, débats, tendances
- N° 89: Désarmement nucléaire: une voie semée d'embûches
- N° 88: Le progrès biotechnologique: un défi sécuritaire
- N° 87: Gestion civile des crises de l'UE: un bilan intermédiaire
- N° 86: L'OTAN et la défense antimissile: chances et questions en suspens
- N° 85: Le sommet de l'OTAN: résolutions ambitieuses, réalisations incertaines
- N° 84: La Force africaine en attente
- N° 83: Sanctions économiques: arme miracle ou échec?
- N° 82: Les services de renseignement contraints à la réforme
- N° 81: Politique européenne de la Suisse: où conduit la voie bilatérale?
- N° 80: Privatisation de la sécurité: limites de l'externalisation militaire
- N° 79: Démocratisation après les conflits: pièges de l'influence extérieure
- N° 78: Drones: applications militaires et débats politiques
- N° 77: Affaire libyenne: bilan de la gestion de la crise par la Suisse
- N° 76: Sécurité énergétique: les marchés du gaz naturel en mutation
- N° 75: Le service militaire obligatoire en comparaison européenne
- N° 74: Politique nucléaire américaine: un changement modéré
- N° 73: L'Inde: une puissance émergente placée devant de grands défis
- N° 72: Réforme du Conseil de sécurité: un noeud gordien?
- N° 71: Cyberguerre: concept, état d'avancement et limites
- N° 70: Le Yémen: lutte difficile contre le terrorisme
- N° 69: La politique énergétique de l'UE face à de grands défis
- N° 68: Finlande: gestion de crises et défense territoriale
- N° 67: Engagements de l'armée à l'étranger: bilan et options
- N° 66: L'Organisation de coopération de Shanghai: signification pour l'occident
- N° 65: La crise du TNP: avant la conférence d'examen de 2010
- N° 64: Politique de défense britannique: pression réformatrice
- N° 63: Promotion civile de la paix: potentiel et limites
- N° 62: Communication du risque: utilité pour la politique de sécurité
- N° 61: Politique extérieure de la Suisse 2009: Etat des lieux
- N° 60: La résilience: un concept pour la gestion des catastrophes et crises
- N° 59: Iran: Crise interne et marge de manoeuvre des états occidentaux
- N° 58: Prix du pétrole et géopolitique: les gagnants et les perdants
- N° 57: Le nucléaire gagne du terrain: le risque de prolifération
- N° 56: Le voisinage oriental de l'Europe entre influence russe et ancrage à l'Ouest
- N° 55: Opération Atalante: piraterie et politique de sécurité de la Suisse
- N° 54: Alliance de contradictions: l'OTAN après le sommet anniversaire
- N° 53: Désarmement atomique: l'Amérique et la Russie reprennent les négociations
- N° 52: Prospective stratégique: anticipation et capacité d'agir
- N° 51: Afghanistan: nouvelle stratégie et nombreuses questions
- N° 50: Rapport sur la politique de sécurité: points cruciaux et débats
- N° 49: Le conflit au Proche-Orient après la guerre de Gaza
- N° 48: Lutte antiterrorisme: bilan intermédiaire
- N° 47: Pakistan: partenaire de sécurité et foyer de crise